

INTERVENTION DE GILLES MARTINET

— *RAPPORTEUR DE LA MOTION MAJORITAIRE* —



(Jean Marquis)

CAMARADES, ce n'est pas la motion du C.P.N. que je suis chargé de vous présenter, mais une résolution qui est devenue celle de l'ensemble des Fédérations et des Sections du parti parce qu'elle est le résultat d'une discussion qui a duré pendant des semaines et qui a eu son épilogue aujourd'hui à la Commission des Résolutions. Ce travail collectif a été souvent un travail difficile et, il faut le dire, parfois pas toujours très bien fait. Mais finalement nous avons là une image de notre parti tel qu'il est aujourd'hui avec ses points forts et aussi avec ses faiblesses.

C'est volontairement que nous avons renoncé à développer certaines questions car nous savons que sur ces questions une discussion plus approfondie sera nécessaire. C'est le cas par exemple des problèmes de politique internationale où nous sentons tous qu'il faudra aller beaucoup plus loin que nous sommes allés aujourd'hui.

Ce qu'il y a avant tout dans le texte que nous vous présentons, ce qui fait à nos yeux sa force, c'est une ligne politique. Une ligne politique cohérente et originale. Cette ligne se place sous le signe du Front Socialiste et elle part d'une analyse de la Société gaulliste que nous sommes les seuls à faire de cette manière. Nous avons voulu montrer à ce propos que nous étions des réalistes, que nous nous refusions à voir l'adversaire sous un jour trompeur et que nous savions qu'il ne nous serait pas facile de le vaincre.

La chute de la IV^e République n'est pas, — nous l'avons dit et répété —, quelque chose d'accidentel; elle s'explique par des raisons très profondes et qui rendent caduques les vieilles recettes que défendent encore les partis traditionnels, (le Centre gauche pour la S.F.I.O. et le Front populaire pour le parti communiste). Aussi nous attachons-nous à définir une dynamique de lutte en fonction de l'objectif qui est le nôtre, c'est-à-dire en fonction de l'alternative que nous opposons au régime gaulliste : celle de la République Socialiste française. Non pas une République Socialiste telle qu'on pouvait l'imaginer en 1900 ou telle qu'on peut supposer qu'elle existera vers l'an 2000, mais une

République Socialiste telle qu'elle est susceptible de naître aujourd'hui des conditions mêmes de notre pays, de sa spécificité et de sa réalité complexe

C'est en fonction de la création de cette République socialiste que nous concevons notre stratégie, nos alliances, notre tactique et que nous accordons notamment une place particulièrement éminente aux forces syndicales.

C'est également en fonction de ce but que nous entendons nous situer par rapport au phénomène de la décolonisation. La résolution majoritaire ne se contente pas quant à elle, de réclamer la paix en Algérie et de citer des textes d'union que nous avons signés à Grenoble ou ailleurs. Elle marque notre volonté de combattre ce néo-colonialisme qui tend à perpétuer sous une autre forme les vieux rapports de domination. Qu'on me comprenne bien! Nous sommes prêts à saluer n'importe quelle paix qui se fera en Algérie sur la base de la reconnaissance de l'indépendance et avec l'accord du peuple algérien. Mais nous voyons plus loin. Nous savons que de nouvelles contestations surgiront au cours des prochaines années dans tous les pays décolonisés et nous voulons que l'on puisse alors opposer à la réalité du néo-colonialisme la perspective d'une autre politique que nous aurions définie d'un commun accord avec les courants progressistes des mouvements d'émancipation

Cette ligne que nous avons ainsi précisée, j'affirme qu'elle est la seule possible, pour le parti, qu'il n'en existe pas d'autre. La preuve qu'elle est la seule ligne possible, c'est que des camarades d'origine aussi différentes ont pu également la soutenir. Une autre preuve encore meilleure c'est que la résolution qui est présentée par la minorité ne fait que reprendre en en supprimant certains aspects la ligne que nous avons nous-mêmes tracée.

J'ai peut-être lu trop rapidement le texte de Bérégovoy mais j'éprouve une sensation curieuse : la discussion qui s'est déroulée dans le parti a considérablement transformé le texte initial du C.P.N. dont je

suis, comme vous le savez, le principal rédacteur ; ce qui fait que je retrouve bien peu de mes phrases dans la Résolution que je suis chargé de vous présenter. Mais en revanche dans le texte qui s'oppose à cette Résolution, je relis des paragraphes entiers, des passages complets qui sont de mon écriture !

Bien sûr, il y a des divergences : elles ne sont pas très graves, mais elles sont réelles.

Par exemple, je crois découvrir dans le texte minoritaire et dans l'intervention de Bérégovoy, l'idée que le parti doit se contenter de soutenir les revendications présentées par les syndicats. Or nous pensons que, si nous voulons être non pas un parti ouvriériste, mais un parti de la classe ouvrière nous devons apporter à cette classe des réponses aux problèmes qui lui sont posés. Bien sûr, nous n'avons pas à déterminer le taux d'augmentation horaire qu'il faut demander dans telle ou telle entreprise. Ce n'est pas notre rôle. Mais enfin la vérité est que devant ce capitalisme moderne qui a su s'adapter, comme le disait Bérégovoy, le mouvement ouvrier « patine » trop souvent, qui ne dégage pas les revendications qui lui permettraient de contrebattre efficacement ce néo-capitalisme. Et si notre parti ne dit rien là dessus, s'il n'apporte pas ses réponses, s'il n'a pas ses mots d'ordre, s'il n'a pas ses revendications, alors comment voulez-vous que ce parti puisse s'insérer dans la classe ouvrière ?

Il y a aussi, je pense, des divergences sur la question du « parti ouvert », bien que les formulations du texte minoritaire sont, sur ce point, bien vagues. Quand j'entends dire que « la nécessaire discipline dans l'action ne doit pas interdire une totale liberté d'expression de la pensée » je suis évidemment d'accord. J'aurais cependant préféré que la phrase soit écrite autrement, de manière à ce que nos camarades reconnaissent ouvertement que la totale liberté d'expression qui existe dans notre parti ne doit pas les empêcher de s'imposer une certaine discipline.

Mais je crois, qu'au fond, tout cela, nous aurions pu le discuter entre nous et aboutir à un même texte. Pourquoi y a-t-il deux textes? Eh bien, j'en parlerai très franchement et très amicalement.

Je crois d'abord que certains camarades signataires de la résolution minoritaire ont, avec la ligne du parti, des divergences bien plus profondes qu'ils ne disent. Je ne cherche pas ici à faire un procès d'intention ou à jouer aux devinettes. Je lis les journaux et je ne peux m'empêcher de constater que telle prise de position sur la république présidentielle cadre assez mal avec notre conception du Front Socialiste, et de l'alternative au Gaullisme.

Mais beaucoup de camarades minoritaires, je dois le dire, n'ont pas des divergences aussi importantes. Ce qu'ils éprouvent avant tout, c'est une difficulté à participer avec nous à la construction du parti. Ils ne se sentent pas à l'aise dans le parti. Ils réagissent d'une manière épidermique à l'égard de tel ou tel courant du parti et cela s'exprime dans leurs critiques, qui sont essentiellement — je ne parle pas de l'intervention de Bérégozov — des critiques de forme ou de style. Et je sais bien que certaines sont justifiées. Il est vrai qu'on retrouve dans certaines interventions un verbalisme révolutionnaire qui m'exaspère, mais j'avoue que dans ce congrès je suis encore plus gêné par le verbalisme que l'on fait à propos du verbalisme révolutionnaire. On nous dit qu'il faut des positions « précises », « nettes », « claires », « réelles », « véritables », mais derrière ces mots, je ne découvre... que nos propres textes.

A côté des critiques justifiées, il y a celles qui ne le sont pas. Quand Hernu, dans son intervention d'hier, donne le sentiment que le parti s'est laissé séduire par la théorie de la paupérisation, alors que nous avons écrit tant d'articles à ce sujet. Quand il ajoute que nous rêvons de nous livrer à une surenchère à l'égard du parti communiste, alors que notre objectif est de poser à ce parti les problèmes qu'il fuit et de le conduire ainsi à évoluer. Quand

Laval soutient que nous nous attendons à voir le régime laisser automatiquement la place au socialisme, alors que nous avons dissipé les illusions qui pouvaient naître à ce sujet. Quand ces camarades parlent ainsi, je leur dis : « Vous caricaturez notre pensée. Vous dessinez sur les murs des fausses fenêtres que vous vous amusez ensuite à bombarder avec des pierres aux applaudissements de la galerie ».

Car, et ce sera là ma dernière observation, beaucoup des critiques que vous nous faites sont des critiques qui sont avant tout destinées à être applaudies à l'extérieur. Vous êtes ainsi conduits à donner du parti une image qui est fautive, mais qui correspond à celle que les gens qui ne nous aiment pas particulièrement ont de nous : parti sectaire, parti de verbalisme révolutionnaire, parti de gens qui font de la surenchère à l'égard des communistes. Je crois que vous devriez faire attention à cet aspect des choses, dans l'intérêt du parti et de son unité.

J'ai ironisé un peu tout à l'heure sur le fait que vous aviez repris beaucoup de nos formules, mais la vérité c'est que je m'en réjouis parce qu'enfin cela montre que le parti est beaucoup plus unifié qu'on ne le croit.

Ce parti, c'est le vôtre, c'est le nôtre et, je tiens à vous le dire c'est le seul parti socialiste qui, avant de longues années, pourra être construit en France. Bien ou mal, nous nous sommes embarqués dans la même aventure. Nous devons réussir à tout prix. Nous avons créé un instrument qui est peut-être encore faible, mais qui est déjà absolument irremplaçable. Et c'est pour cela qu'il faut que nous le construisions tous ensemble, non pas, certes, au prix de petits arrangements, mais en cherchant à dégager une ligne commune. Si ce parti devait être une simple mosaïque de toutes les tendances socialistes, alors il ne résisterait pas à une crise sérieuse, alors il éclaterait devant de graves difficultés.

Ce parti, il faut le bâtir avec la volonté de le rendre cohérent, serré autour d'une ligne politique. Sinon attention à nous. Aujourd'hui la lutte contre la guerre

d'Algérie et contre le régime nous donne un certain ciment, mais demain d'autres questions peuvent soulever d'énormes problèmes. Il faut donc faire effort pour dégager la même ligne, pour défendre la même position, pour aller ensemble au

combat, pour frapper ensemble l'adversaire, pour gagner ensemble.

Tel est, je crois, l'état d'esprit de l'immense majorité du congrès, de cette immense majorité qui va tout à l'heure voter la résolution que nous lui présentons.